

UN AN APRÈS SON ASSASSINAT

Tikjda rend hommage à Gourdel

Il y avait de l'émotion ce vendredi matin à Tikjda où un vibrant hommage a été rendu au guide de haute montagne, Hervé Gourdel, qui a été kidnappé il y a de cela une année, le 21 septembre 2014, par les terroristes, dans la région de Tizi N'kouilal, au croisement entre les RN30 et 33, avant d'être décapité deux jours plus tard, dans la forêt des Ath Ouabane, dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Ce vendredi et c'est parce que les amis à feu Gourdel, des journalistes, des citoyens anonymes, mais également des gardes communaux, sont conscients que de tels actes sont étrangers à la région ; au Kabyle en particulier et à l'Algérien en général, connu pour son hospitalité légendaire ; tous ceux-là ont tenu à rendre d'abord un hommage à ce guide de haute montagne qui avait bravé la peur en se rendant dans ces lieux pourtant des plus risqués, mais également pour dire non à l'intolérance, à l'intégrisme et à l'obscurantisme religieux au nom desquels cet hôte de l'Algérie fut kidnappé puis décapité.

Hier, ils étaient là les accompagnateurs d'Hervé Gourdel qui ont tenu à être de la partie, pour partager ces moments d'émotion avec

d'autres citoyens anonymes, venus dénoncer cet assassinat mais également pour dire plus jamais ça, pour rappeler au monde entier que la région de Kabylie est et restera cette région, cette terre hospitalière qui a vaincu le terrorisme, grâce à l'éveil de sa population qui n'a jamais sombré ni cédé aux multiples tentatives des terroristes qui ont essayé par tous les moyens de l'entraîner dans leur idéologie moyenâgeuse.

Ce vendredi, les dizaines de présents venus de Bouira, Tizi-Ouzou, Béjaïa, mais également d'Alger et de Blida, se sont donné rendez-vous au complexe touristique de Tikjda, avant de prendre la route d'Aswel sur la RN33 où, au niveau du belvédère d'Aswel, une gerbe de fleurs y a été déposée par Aliouat Lahlou, le porte-



Moment d'émotion pour les accompagnateurs d'Hervé Gourdel.

parole du mouvement pour la cause des gardes communaux et les victimes du terrorisme, l'un des initiateurs de cette action.

Là sur les lieux, et après une minute de silence observée à la mémoire d'Hervé Gourdel, Aliouat Lahlou a pris la parole pour rappeler le tragique événement qui a vu la mort d'Hervé Gourdel, puis le ser-

ment fait par les gardes communaux à «maintenir vivant le souvenir et le sacrifice de ce guide de haute montagne que fut Hervé Gourdel».

Pour l'orateur, «cet hommage est un moment fort pour nous inviter à construire une mémoire partagée, une prise de conscience et un devoir de vérité et de vigilance ; mais aussi une occasion pour dénoncer une

énième fois le chaos planifié visant à mettre en faillite toute une région connue pour l'hospitalité légendaire de ses habitants».

Plus loin, et avant d'annoncer la décision prise par le mouvement des gardes communaux d'ériger une stèle à l'effigie de guide de haute montagne, qu'était Hervé Gourdel dans la région d'Aswel, près de la RN33, Aliouat Lahlou dira que «malgré les rapt et les enlèvements enregistrés dans la région, la population fait et fera toujours preuve de résistance face au terrorisme sous toutes ses facettes, qu'il soit du GIA, GSPC, Aqmi ou Daesh».

Pour sa part, l'un des accompagnateurs de feu Hervé Gourdel, Boukamoum Hamza, invité à prendre la parole à l'occasion de cet hommage, s'est contenté juste de remercier tous ceux qui ont répondu à l'appel pour cet hommage, avant de rendre hommage également aux services de sécurité qui sont toujours à la traque des terroristes qui étaient derrière le kidnapping et l'assassinat de leur ami Hervé Gourdel.

Y. Y.

PROCÈS EN APPEL OPPOSANT ALGÉRIE TÉLÉCOM À DEUX SOCIÉTÉS CHINOISES

Le verdict attendu le 15 octobre

C'est le 15 octobre prochain que le tribunal pénal près la cour d'Alger rendra son verdict dans l'affaire opposant deux sociétés chinoises de télécommunications à Algérie Télécom. Lors du procès qui s'est tenu hier à la cour d'Alger après cassation auprès de la Cour suprême, le représentant du ministère public a demandé une peine de 18 ans de prison ferme contre les deux mis en cause et une forte amende contre les deux sociétés chinoises.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le procès qui s'est tenu une première fois en 2012 tant en première instance qu'en appel a vu les mis en cause dans cette affaire condamnés à des peines très lourdes. Hier, le parquet général a requis les mêmes peines. Il a demandé une peine d'emprisonnement ferme de 18 ans à l'encontre de l'ancien conseiller du P-dg d'Algérie Télécom, Mohamed Boukhari, et

l'homme d'affaires algéro-luxembourgeois, Chani Mejdoub, tous deux poursuivis pour corruption, confirmant ainsi la peine prononcée par le Pôle judiciaire de Sidi M'hamed (première instance).

Le représentant du ministère public a demandé la confirmation de la peine prononcée à l'encontre des deux sociétés chinoises, ZTE Algérie et Huawei Algérie. Mohamed Boukhari et Chani Mejdoub ont été condamnés en juillet 2012 en première instance par le Pôle judiciaire spécialisé de Sidi M'hamed à 18 ans de prison chacun, rappelle-t-on.

Cette peine a été commuée en décembre de la même année à 15 ans de prison par la cour d'appel d'Alger. Les deux sociétés ZTE Algérie et Huawei Algérie avaient été, elles aussi, condamnées à une année d'interdiction de soumission aux marchés publics.

Pour rappel, l'affaire avait éclaté à la suite d'une commission rogatoire transmise au Luxembourg, dans le cadre du dossier de l'autoroute Est-Ouest, qui avait mis au jour l'existence de pots-de-vin versés par deux sociétés chinoises aux deux prévenus.

La défense a pour sa part plaidé l'acquittement, comme ce fut le cas pour M^e Maachou Kamel qui avait assuré la défense de l'ex-fonctionnaire du département des télécommunications.

En effet, les avocats des principaux accusés, Mohamed Boukhari et Chani Mejdoub, ont plaidé la prescription de l'action publique ainsi que la nullité des procédures de poursuite, arguant que les faits reprochés à leurs clients se sont déroulés en 2003 et que la loi qui devrait être appliquée à leur encontre était le code pénal et non la loi de lutte contre la corruption de 2006. «L'arrêt de la Cour suprême qui a décidé de rejouer les deux inculpés ainsi que les deux sociétés chinoises avait reconnu dans ses attendus qu'il y avait effectivement une prescription des faits reprochés aux accusés», avait assuré M^e Kamel Maachou.

«Le code pénal prévoit des peines allant de 1 an jusqu'à 5 ans d'emprisonnement pour ces faits», a-t-il dit, affirmant que c'est le code pénal qui doit être appliqué dans ce cas et non la loi de lutte contre la corruption de 2006. «En plus, aucune partie civile ne s'est constituée

dans cette affaire», a-t-il tenu à préciser.

Lors de l'instruction, il a été révélé que Mohamed Boukhari et Chani Mejdoub auraient perçu des «pots-de-vin à l'étranger (Luxembourg), en relation avec des transactions douteuses (en matière de télécommunications et d'internet) conclues par Algérie Télécom et les deux sociétés chinoises». ZTE Algérie et Huawei Algérie avaient versé en contrepartie de ces transactions, des «commissions» au profit de deux sociétés de consulting appartenant à Boukhari et Chani dans des comptes offshore, ouverts au Luxembourg.

A. B.

COMMUNIQUÉ DU
SYNDICAT NATIONAL
DES JOURNALISTES (SNJ)

Notre confrère, Lakhdar Boudermine, journaliste au quotidien régional *L'Est Républicain*, a été condamné, en appel, lundi 28 septembre 2015, à verser une amende de l'ordre de 50 000 DA assortie d'une astronomique et étrange somme de 1 million de DA à titre de dommages et intérêts au profit du plaignant, un fonctionnaire à l'université Badji-Mokhtar de Annaba.

Ce verdict, pour le moins anachronique, inique et excessif s'agissant d'une banale affaire de diffamation, scandalise au plus haut point le Syndicat national des journalistes qui, cela va de soi, se solidarise de manière totale avec le journaliste ainsi qu'avec l'ensemble du collectif de notre confrère *L'Est Républicain*.

Le Syndicat, qui réclame une révision significative et dans les délais les plus courts de cet étrange verdict, tient, par ailleurs, à relever cette propension répétitive de la justice à sévir lourdement lorsqu'il s'agit de consœurs et de confrères travaillant pour des médias régionaux ou exerçant comme correspondants à l'intérieur du pays.

Il s'agit, là, d'une pratique digne des républiques bananières qui doivent cesser immédiatement et de manière définitive. Nous ne saurons tolérer, en tout cas, la moindre atteinte à l'intégrité morale, physique et au droit et à la liberté d'exercice du métier de journaliste dont il est question in fine. Le temps des intimidations de ce genre appartient à un autre siècle.

**P/ le Syndicat national des journalistes,
le secrétaire général,
Kamel Amarni**

Ali Haddad annonce la naissance de «Jil-FCE»

Lors de l'inauguration de cette université organisée par le forum des chefs d'entreprises, Ali Haddad a mis l'accent sur le défi qui attend le pays en cette période de crise. Il dira que «le pays vit un moment crucial et il est temps d'encourager les jeunes compétences, car les opportunités existent».

Selon le président du FCE, la diversification de l'économie algérienne doit être effective dans un délai ne dépassant pas les deux ans pour se libérer de la dépendance des hydrocarbures. Cette vision semble être partagée par le président du Cnes, à ce sujet M. Babès rappelle les recommandations faites à l'issue de la rencontre Cnes-gouvernement.

Pour Ali Haddad, l'université doit être impliquée pour assurer un suivi des entreprises, avec la collaboration des compétences nationales. Faut-il encore convaincre nos chercheurs et universitaires sur un véritable programme essentiellement économique, qui repose sur une vision

et une stratégie de développement durable.

En effet, si les universitaires sont prêts à s'impliquer, il faut avant tout comme élément de base une volonté politique, loin des tumultes politiques (là, le pari n'est pas encore gagné) même si Ali Haddad déclare que le FCE est apolitique. En faisant référence à une certaine polémique, le patron du FCE fait allusion aux «détricateurs du FCE», sans citer de nom.

Rappelons qu'à la veille de la tenue des travaux de ce forum, Issad Rebrab a déclaré sur la chaîne Al Magharibya «qu'il ne comprenait pas l'attitude de Ali Haddad, en se demandant, si ce dernier était le porte-parole des chefs d'entre-



Ali Haddad, président du FCE.

prises ou le porte-parole du gouvernement» et ce, suite aux accusations portées contre lui par le ministre de l'Industrie. On est loin d'un front uni pour un patriotisme économique.

Un participant nous confie «qu'il faut une certaine retenue et beaucoup de sagesse pour un

véritable rassemblement de tous les acteurs de la scène économique, nonobstant leur couleur politique, il s'agit de l'avenir de 40 millions d'Algériens et d'un pays réellement menacé».

Visiblement, les attaques frontales contre le premier capitaine d'industrie, en l'occurrence Issad Rebrab, n'ont pas été du goût de tout le monde et ont mis mal à l'aise ceux qui militent pour un front commun.

Il aurait été peut-être souhaitable d'attendre une éclaircie politique à haut niveau pour organiser de véritables assises économiques dans un climat serein où seraient présents tous les acteurs économiques, c'est à ce prix seulement qu'on pourrait envisager l'amorce d'une dynamique nouvelle et prometteuse.

Toutefois, les propos de Ali Haddad sur les cadres injustement incarcérés ont été accueillis avec une grande satisfaction.

M. Zenasni

Photo : Samir Sid